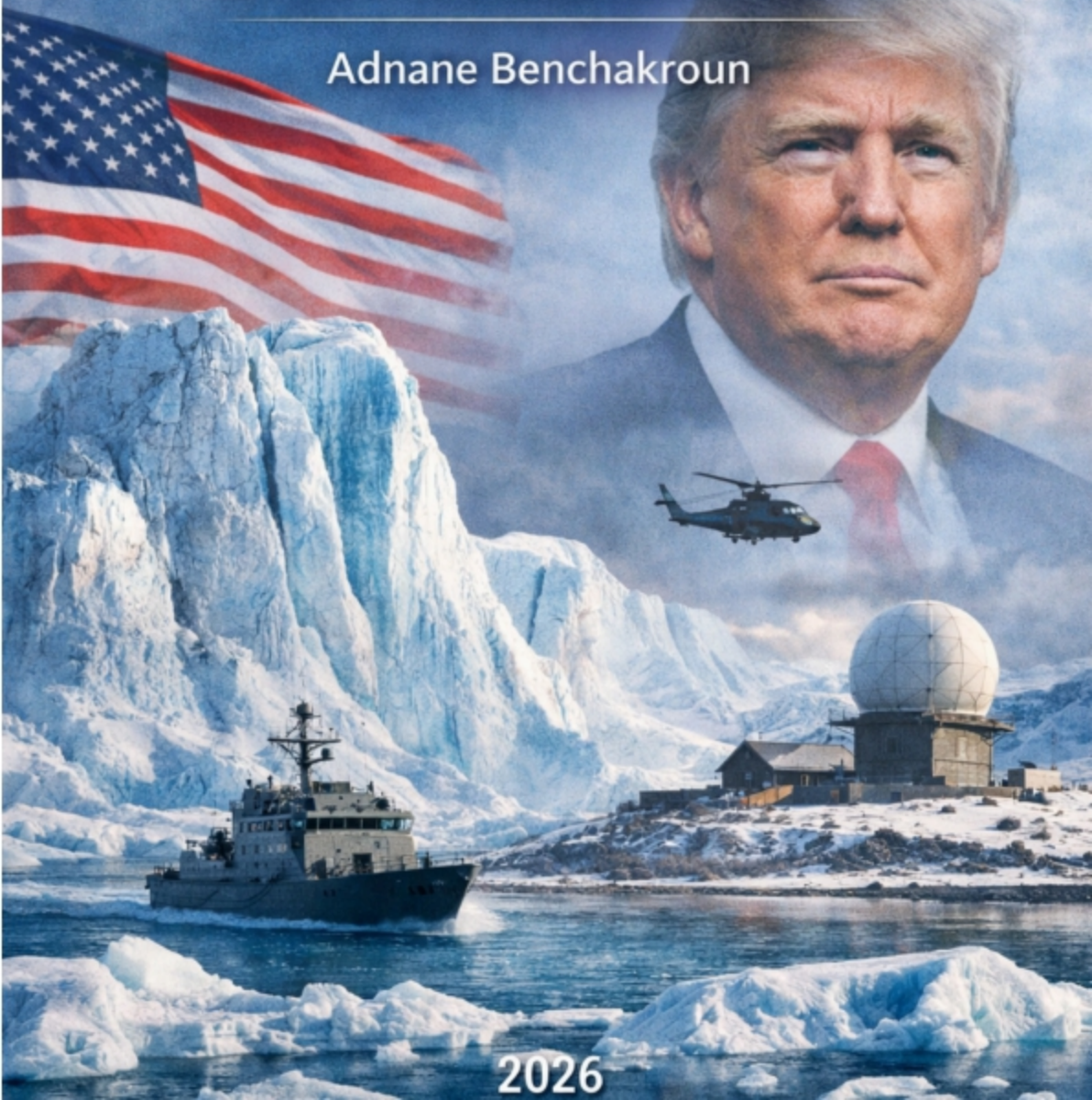


LA GLACE DU GROENLAND

ET LE **DEAL** DE **DONALD TRUMP**

Adnane Benchakroun



2026

La Glace du Groenland et le Deal de Donald Trump

Groenland, Donald Trump et le grand retour du territoire dans
la géopolitique mondiale

Préface

Pourquoi moi, senior marocain à la retraite, je m'aventure sur un terrain aussi brûlant

À première vue, rien ne me destinait à écrire sur le Groenland, Donald Trump et la géostratégie arctique. Je suis marocain. Je suis à la retraite. J'ai passé l'essentiel de ma vie professionnelle à observer d'autres terrains, d'autres urgences, d'autres lignes de fracture. Et pourtant, c'est précisément cette distance apparente qui m'a poussé à écrire ce livre.

Avec l'âge vient un privilège rare : celui de ne plus être prisonnier de l'actualité immédiate, ni des postures attendues. La retraite n'est pas un retrait du monde ; elle peut être, au contraire, un poste d'observation dégagé. On n'y cherche plus la reconnaissance, ni l'alignement, ni la validation institutionnelle. On y cherche du sens, de la cohérence, et parfois une mise en ordre de ce que l'on a vu sans toujours pouvoir le dire.

Si je me suis aventuré dans ce sujet brûlant, c'est parce que le Groenland m'a frappé comme un symbole. Un symbole discret, loin des zones de guerre spectaculaires, loin des drames humains médiatisés, mais profondément révélateur. En observant ce qui s'y joue, j'ai eu le sentiment de revoir, condensées, des dynamiques que j'ai vues ailleurs, sous d'autres latitudes : la collision entre droit et puissance, entre discours moraux et intérêts stratégiques, entre peuples périphériques et centres de décision lointains.

Être marocain n'est pas anodin dans cette lecture. Le Maroc est un pays qui connaît intimement la géographie politique, le

poids du territoire, la lenteur du temps long et la brutalité parfois feutrée des rapports de force. Nous savons ce que signifie exister dans un monde où la légitimité juridique ne suffit jamais sans capacité stratégique. Nous savons aussi combien les cartes héritées peuvent devenir des champs de tension dès lors que les équilibres globaux se déplacent.

C'est peut-être pour cela que l'épisode Trump–Groenland ne m'a jamais fait sourire. Là où beaucoup n'ont vu qu'une extravagance, j'ai perçu une dissonance inquiétante entre la façon dont le monde se raconte et la façon dont il fonctionne réellement. Trump n'est pas le cœur de ce livre, mais il en est le déclencheur. Non parce qu'il serait un génie incompris, ni parce qu'il incarnerait une dérive isolée, mais parce qu'il dit souvent à voix haute ce que d'autres préfèrent négocier à voix basse.

Pourquoi un senior, et pourquoi maintenant ? Parce que ce livre n'est pas écrit dans l'urgence, mais dans l'inquiétude lucide. Le XXI^e siècle s'annonçait comme celui de la coopération globale, de la fin des territoires, de la primauté des normes. Or nous voyons revenir, sous nos yeux, la géographie, la rareté, la compétition et la puissance. La fonte de la glace au Groenland n'est pas seulement un drame écologique ; elle est une métaphore brutale : ce que nous croyions figé se remet en mouvement.

Je n'écris pas en expert institutionnel, ni en diplomate, ni en militaire. J'écris comme un observateur expérimenté, nourri par des décennies de lecture, de débats, de crises vues de près ou de loin. Je n'ai pas la prétention d'apporter des solutions. J'ai celle, plus modeste mais essentielle, de poser les bonnes questions, même lorsqu'elles dérangent.

Ce livre est aussi une manière de refuser la simplification. Les sujets brûlants appellent souvent des camps, des indignations automatiques, des récits moralisateurs. Le Groenland mérite mieux. Il mérite une lecture complexe, qui reconnaisse la légitimité des peuples, la réalité des États et la dureté croissante du monde. Refuser cette complexité, c'est se condamner à subir les événements plutôt qu'à les comprendre.

Enfin, il y a une motivation plus intime. Arrivé à un âge où l'on transmet plus que l'on ne conquiert, je ressens une responsabilité particulière envers les générations plus jeunes. Elles hériteront d'un monde plus instable, plus contraint, plus conflictuel que celui qu'on leur a promis. Leur dire la vérité, sans cynisme mais sans illusion, est une forme de loyauté intellectuelle.

Ce livre n'est pas une prise de position partisane. C'est un effort de lucidité. Un pas de côté. Une tentative de regarder un point apparemment éloigné — une île de glace au sommet du monde — pour mieux comprendre les lignes de faille qui traversent la planète entière.

Si un senior marocain à la retraite peut encore être utile, c'est peut-être à cela : rappeler que les sujets compliqués ne sont jamais réservés aux seuls spécialistes, et que le monde, même lorsqu'il se refroidit, mérite d'être pensé avec rigueur, calme et honnêteté.

Sommaire

Préface

Pourquoi moi, senior marocain à la retraite, je m'aventure dans un sujet aussi brûlant

Introduction

Quand Donald Trump a cessé de parler de la glace pour la façonner

Première partie — Le Groenland avant la tempête

Chapitre 1

Avant les États et les drapeaux : le Groenland des peuples de la glace

Chapitre 2

Le Danemark et la lente construction d'une souveraineté arctique ambiguë

Chapitre 3

Quand la guerre froide s'installe sur la banquise

Deuxième partie — La glace qui fond, la puissance qui revient

Chapitre 4

La glace qui fond, les cartes qui changent

Chapitre 5

Sous la glace : minerais critiques, ressources énergétiques et ruée silencieuse

Chapitre 6

Donald Trump et le retour décomplexé du territoire comme objet de pouvoir

Troisième partie — Le Groenland dans la rivalité mondiale

Chapitre 7

Onde de choc : Danemark fragilisé, Europe marginalisée,
Groenland sous pression

Chapitre 8

États-Unis, Chine, Russie : le Groenland dans la nouvelle
rivalité globale

Chapitre 9

Indépendance groenlandaise : émancipation politique ou piège
stratégique ?

Conclusion

Après Trump : le Groenland comme avant-goût du monde qui
vient

Post-scriptum

Les options que Trump fait semblant d'oublier

Introduction

Quand Donald Trump a cessé de parler de la glace pour la façonner

En 2019, Donald Trump avait surpris le monde en évoquant l'idée d'acheter le Groenland. À l'époque, la proposition avait été traitée comme une provocation de plus, une sortie spectaculaire destinée à choquer, à tester les nerfs des alliés et à occuper l'espace médiatique. Le fond avait été noyé dans la forme. L'épisode s'était clos par une crise diplomatique avec le Danemark et par un consensus confortable : Trump parlait fort, mais le système, lui, resterait inchangé.

Ce raisonnement n'a pas survécu à son retour à la Maison-Blanche en janvier 2026.

Car ce second mandat marque une rupture nette. Là où le premier avait été dominé par l'imprévisibilité et la confrontation verbale, le second s'inscrit dans une logique plus structurée, plus assumée, presque doctrinale. Le langage reste brutal, mais l'action devient cohérente. Le Groenland cesse d'être une idée lancée en l'air ; il devient un axe stratégique explicite de la politique arctique américaine.

Le changement est fondamental. En 2019, Trump testait les limites du dicible. En 2026, il agit sur les marges du possible.

Cette évolution ne doit rien au hasard. Entre ces deux dates, le monde a changé plus vite que prévu. La fonte de la calotte glaciaire s'est accélérée. Les routes maritimes arctiques sont devenues saisonnièrement opérationnelles. Les minerais critiques, indispensables aux technologies de défense, à

l'intelligence artificielle et à la transition énergétique, se sont imposés comme des ressources de sécurité nationale. Et la rivalité sino-américaine s'est durcie, quittant le registre commercial pour investir pleinement les espaces géographiques.

Dans ce contexte, le Groenland n'est plus un symbole : c'est un nœud.

Le retour de Trump s'accompagne d'un discours clarifié : l'Arctique est un espace stratégique vital, et les États-Unis ne peuvent plus se contenter d'y être présents par héritage historique. Ils doivent y exercer une influence active, visible et durable. Renforcement militaire à Pituffik, pression diplomatique accrue sur Copenhague, multiplication des accords bilatéraux directs avec Nuuk, tentatives de verrouillage des investissements chinois : les paroles de 2019 trouvent leur traduction opérationnelle.

Ce basculement surprend moins les stratèges que les opinions publiques. Depuis des années, les cercles militaires et géopolitiques américains alertaient sur le risque de voir l'Arctique échapper au contrôle occidental classique. Trump, fidèle à sa logique transactionnelle, choisit de traiter ce risque non comme un problème multilatéral, mais comme une question de souveraineté et d'intérêt national. Là où ses prédécesseurs parlaient de coopération, il parle de sécurisation. Là où l'Europe invoque le droit, il invoque la puissance.

Ce livre part de ce moment précis : celui où le Groenland bascule définitivement du registre diplomatique feutré vers celui de la confrontation stratégique assumée. Il ne s'agit plus de

savoir si l'idée d'acheter un territoire est choquante au XXI^e siècle, mais de comprendre pourquoi cette idée revient, sous d'autres formes, dans un monde où la géographie reprend ses droits.

Le malaise européen face à cette évolution est révélateur. Le Danemark découvre qu'il détient juridiquement un territoire dont la valeur stratégique dépasse désormais largement ses capacités politiques et militaires. L'Union européenne, elle, observe la montée des tensions arctiques sans véritable doctrine commune, coincée entre ses engagements climatiques et son absence de puissance projetable dans les zones polaires. Pendant ce temps, la Russie consolide méthodiquement son dispositif militaire arctique, et la Chine poursuit sa stratégie patiente d'influence économique, consciente que l'accès vaut parfois plus que la possession.

Pris au centre de cette recomposition, le Groenland n'est ni un simple enjeu, ni un acteur pleinement libre. Sa population, ses élites politiques, sa jeunesse sont confrontées à un dilemme historique : comment transformer une centralité stratégique nouvelle en levier d'émancipation, sans devenir l'objet d'un nouveau cycle de dépendance ? L'indépendance, souvent évoquée comme horizon naturel, apparaît de plus en plus comme une équation à inconnues multiples, où chaque partenaire potentiel porte aussi une contrainte.

Ce que le second mandat de Trump révèle, ce n'est pas une dérive personnelle du pouvoir américain, mais une tendance lourde du système international. Les tabous territoriaux s'érodent. Les discours moraux cèdent devant les impératifs de sécurité. Le climat, loin d'apaiser les relations internationales,

agit comme un accélérateur de rivalités. Dans ce monde-là, le Groenland n'est pas une exception. Il est un avant-poste.

Trump n'a pas créé cette dynamique. Il l'a poussée à son point de visibilité maximale. En cessant de parler de coopération abstraite pour privilégier l'action concrète, il oblige ses alliés comme ses adversaires à sortir de l'ambiguïté. La question n'est plus de savoir si cette approche est élégante, mais si elle est efficace — et surtout, à quel prix.

Comprendre le Groenland à l'ère du Trump 2.0, c'est donc accepter une vérité inconfortable : le XXI^e siècle ne sera pas seulement celui des transitions, mais aussi celui du retour assumé de la puissance. Et la glace, loin d'être un refuge neutre, en est devenue l'un des terrains les plus disputés.

Chapitre 1 : Avant les États et les drapeaux : le Groenland des peuples de la glace

Bien avant d'être un enjeu stratégique, bien avant d'apparaître dans les mémorandums militaires américains ou les notes diplomatiques danoises, le Groenland a été un espace vécu. Un territoire habité, pensé, nommé. C'est une évidence que la géopolitique a longtemps reléguée au second plan, tant la tentation fut grande de considérer cette île immense comme une surface vide, offerte aux projections extérieures. Or, comprendre le Groenland contemporain — et les tensions qui l'encerclent aujourd'hui — suppose d'abord de revenir à cette réalité première : la glace n'a jamais été un désert politique.

Les premières sociétés inuites s'installent au Groenland il y a plus de quatre mille ans. Elles développent des formes d'organisation adaptées à l'un des environnements les plus hostiles de la planète. Ici, le territoire n'est pas possédé, il est parcouru. Il n'est pas découpé, il est lu : la glace, les vents, les courants marins, les migrations animales constituent un langage que les communautés apprennent à interpréter. Cette relation au sol, profondément fonctionnelle et spirituelle à la fois, façonne une conception du monde radicalement différente de celle des puissances étatiques modernes.

Chez les Inuits, la survie repose sur la coopération, la transmission orale et l'équilibre avec l'environnement. L'autorité n'est pas centralisée, elle est contextuelle. Elle repose sur l'expérience, la capacité à protéger le groupe, à anticiper les dangers. Cette structure sociale souple, souvent perçue par les observateurs extérieurs comme une absence d'État, est en réalité une forme de gouvernance parfaitement ajustée à la

contrainte géographique. Elle ne cherche pas à dominer le territoire, mais à composer avec lui.

Cette logique va se heurter brutalement à l'arrivée des puissances européennes. À partir du XVIII^e siècle, le Danemark impose progressivement sa présence sur le Groenland, d'abord sous couvert de missions religieuses et commerciales, puis à travers une administration coloniale plus affirmée. Le choc n'est pas seulement politique ; il est ontologique. Là où les sociétés inuites pensaient le territoire comme un continuum vivant, l'État colonial le transforme en espace administrable, cartographiable, exploitable.

La colonisation danoise s'inscrit dans une temporalité particulière. Elle est lente, discrète, rarement violente au sens classique, mais profondément intrusive. Elle modifie les structures sociales, introduit de nouvelles dépendances économiques et impose une hiérarchie culturelle implicite. Le Groenland devient un objet de gestion, un prolongement périphérique de Copenhague, sans jamais être pleinement intégré ni totalement autonome. Cette ambiguïté, déjà présente à l'époque coloniale, traversera toute l'histoire moderne du territoire.

Au XX^e siècle, cette relation asymétrique s'intensifie. Le Danemark engage des politiques de modernisation accélérée, souvent pensées sans concertation réelle avec les populations locales. Urbanisation forcée, regroupement des villages, transformation des modes de vie : autant de décisions prises au nom du progrès, mais vécues comme des ruptures profondes. La mémoire collective groenlandaise conserve la trace de ces traumatismes silencieux, rarement spectaculaires, mais durables.

Cette histoire explique en grande partie la méfiance persistante vis-à-vis des projets imposés de l'extérieur, qu'ils soient danois, américains ou aujourd'hui chinois. Elle explique aussi pourquoi la question de la souveraineté groenlandaise ne peut être réduite à un débat juridique ou économique. Elle touche à une expérience historique longue, faite de dépossession symbolique autant que matérielle.

Pourtant, il serait erroné de figer les sociétés groenlandaises dans une posture uniquement mémorielle. Le Groenland contemporain est traversé par des dynamiques internes complexes. Une élite politique locale s'est constituée, des institutions autonomes ont émergé, et une jeunesse de plus en plus connectée revendique un avenir qui ne soit ni une simple reproduction du modèle danois, ni une soumission à de nouveaux acteurs extérieurs. Cette jeunesse porte une double tension : préserver une identité inuit forte tout en accédant aux leviers économiques et technologiques du monde globalisé.

C'est précisément cette tension qui rend le Groenland si vulnérable aux projections géostratégiques contemporaines. Car les grandes puissances raisonnent rarement en termes de mémoire ou de culture. Elles raisonnent en termes de positionnement, d'accès, de contrôle. Dans cette logique, l'histoire pré-étatique du Groenland est souvent perçue comme un détail, voire comme un obstacle. Or, c'est elle qui conditionne la réception locale des stratégies étrangères.

Lorsque les États-Unis renforcent leur présence militaire, ils s'inscrivent dans une continuité stratégique vieille de plusieurs décennies. Mais du point de vue groenlandais, cette présence réactive des souvenirs de décisions prises sans consentement,

de territoires réquisitionnés, de risques assumés par d'autres. De même, lorsque la Chine propose des investissements massifs dans les infrastructures ou les mines, elle parle le langage du développement économique, mais se heurte à une société qui a appris, à ses dépens, que toute dépendance crée un rapport de force.

Ce décalage de perception est au cœur du problème. Le Groenland est à la fois ancien et neuf dans l'ordre international. Ancien par son peuplement, ses cultures, sa mémoire. Neuf par sa centralité stratégique récente, liée à des facteurs exogènes : climat, technologies, rivalités globales. Cette superposition de temporalités crée une instabilité structurelle que les acteurs extérieurs peinent à appréhender.

Dans les cercles de géostratégie, le Groenland est souvent analysé comme un "pivot", un "nœud", un "verrou". Ces termes ne sont pas faux, mais ils sont incomplets. Ils décrivent un espace abstrait, vidé de ses habitants. Or, toute stratégie durable dans l'Arctique devra composer avec une réalité simple : aucun projet ne peut s'imposer durablement sur un territoire dont la population se perçoit comme instrumentalisée. L'histoire coloniale, même feutrée, laisse des traces politiques profondes.

Ce premier détour par le Groenland d'avant les États n'est donc pas un exercice de nostalgie. Il est une clé de lecture indispensable. Il rappelle que la géopolitique n'opère jamais sur une page blanche. Elle s'inscrit toujours sur des couches successives de mémoire, de traumatismes et d'adaptations. Ignorer ces strates, c'est prendre le risque de mal interpréter les réactions locales, de sous-estimer les résistances silencieuses et de surévaluer la capacité des grandes puissances à modeler durablement un territoire.

À mesure que la glace fond et que les intérêts convergent vers le Groenland, cette dimension humaine redevient centrale. Le territoire que Donald Trump, puis d'autres acteurs, ont envisagé en termes de contrôle stratégique est aussi un espace habité par une population consciente de son histoire et de sa fragilité. C'est cette conscience, souvent invisible dans les discours de puissance, qui constituera l'un des principaux facteurs de stabilité — ou de friction — dans les années à venir.

Comprendre le Groenland, c'est donc accepter de commencer par là où la géostratégie commence rarement : les peuples. La suite de cet ouvrage montrera comment, progressivement, cet espace vécu a été intégré, puis enfermé, dans des logiques étatiques et militaires qui le dépassent. Mais rien de ce qui s'y joue aujourd'hui ne peut être compris sans ce socle initial. La glace, avant d'être stratégique, a d'abord été humaine.

Chapitre 2 : Le Danemark et la lente construction d'une souveraineté arctique ambiguë

Lorsque le Groenland entre durablement dans l'orbite danoise, il ne le fait ni par conquête brutale ni par annexion spectaculaire. La souveraineté danoise s'installe lentement, presque silencieusement, à la faveur d'un mélange de missions religieuses, de commerce et d'administration progressive. Cette modalité particulière de la domination explique en grande partie l'ambiguïté actuelle du lien entre Copenhague et Nuuk : un rapport de pouvoir réel, mais rarement assumé comme tel.

À partir du XVIII^e siècle, le Danemark justifie sa présence au Groenland par une double mission : civiliser et protéger. Civiliser, au sens très européen du terme, en introduisant le christianisme, l'éducation formelle et une économie monétisée. Protéger, en revendiquant une souveraineté exclusive censée mettre le territoire à l'abri des appétits concurrents. Cette rhétorique, classique pour l'époque, masque une réalité plus prosaïque : le Groenland devient un espace stratégique périphérique, utile tant qu'il ne coûte pas trop cher, et géré comme tel.

Contrairement aux empires coloniaux traditionnels, le Danemark ne cherche pas à exploiter massivement le Groenland. Le climat, l'isolement et la faible densité de population rendent toute extraction à grande échelle peu rentable. La domination danoise prend donc une forme administrative et sociale : contrôle des échanges, encadrement des populations, gestion centralisée des décisions. Cette approche crée une dépendance structurelle, moins visible que l'exploitation économique directe, mais tout aussi contraignante à long terme.

Le XX^e siècle marque un tournant. La Seconde Guerre mondiale, puis la Guerre froide, projettent brutalement le Groenland dans une dimension stratégique qui dépasse largement le Danemark. Incapable d'assurer seul la défense du territoire, Copenhague accepte la présence militaire américaine. Ce choix, souvent présenté comme pragmatique, entérine une réalité durable : la souveraineté danoise sur le Groenland est juridiquement pleine, mais stratégiquement partagée. Cette dissociation entre droit et puissance constitue l'un des fils conducteurs de l'histoire contemporaine du territoire.

Après la guerre, le Danemark engage une politique de modernisation accélérée du Groenland. Officiellement, il s'agit de réduire les inégalités, d'améliorer les conditions de vie et d'intégrer davantage le territoire au modèle social danois. Dans les faits, cette modernisation est largement pensée à Copenhague, selon des critères extérieurs. Les regroupements forcés de populations, la sédentarisation imposée et la transformation rapide des modes de vie traditionnels produisent des fractures profondes. Le Groenland entre dans la modernité, mais à un rythme et selon des modalités qui lui échappent largement.

Ces politiques laissent des traces durables. Elles alimentent un sentiment diffus de dépossession, non seulement matérielle, mais décisionnelle. Le Groenland n'est plus seulement administré ; il est planifié. Cette planification technocratique, typique des États-providence du XX^e siècle, se heurte à une réalité locale complexe, marquée par des équilibres sociaux fragiles et une relation au territoire profondément différente de celle des décideurs danois.

La reconnaissance de ces tensions conduit, à partir des années 1970, à une évolution institutionnelle majeure. En 1979, le Groenland obtient un statut d'autonomie interne. En 2009, une nouvelle étape est franchie avec l'Acte d'autonomie renforcée, qui reconnaît le droit du peuple groenlandais à l'autodétermination et transfère des compétences élargies aux autorités locales. Sur le papier, il s'agit d'un pas décisif vers une souveraineté assumée.

Dans la pratique, cette autonomie reste étroitement encadrée par une dépendance économique massive. Les subventions danoises représentent une part significative du budget groenlandais. Elles garantissent la stabilité sociale, financent les services publics et amortissent les chocs économiques. Mais elles constituent aussi un levier de pouvoir implicite. L'autonomie politique progresse, tandis que la dépendance financière limite les marges de manœuvre réelles. Cette contradiction structurelle nourrit aujourd'hui le débat interne groenlandais sur l'indépendance.

Pour le Danemark, cette situation est tout aussi inconfortable. Copenhague se retrouve dans une position paradoxale : responsable internationalement d'un territoire dont elle ne contrôle ni les dynamiques stratégiques majeures ni les aspirations politiques profondes. La montée en puissance des enjeux arctiques transforme le Groenland en actif géopolitique de premier ordre, sans que le Danemark dispose des moyens militaires ou diplomatiques pour en assumer seul la centralité. La souveraineté devient alors un fardeau autant qu'un symbole.

Ce malaise éclate au grand jour lors de l'épisode Trump, puis plus encore lors de son retour au pouvoir. La réaction danoise,

souvent décrite comme émotionnelle, traduit en réalité une inquiétude stratégique profonde. L'idée que le Groenland puisse être traité comme un objet de négociation entre grandes puissances remet en cause le socle même de la relation entre Copenhague et Nuuk. Elle révèle aussi la fragilité d'un modèle de souveraineté fondé sur la discrétion et la bonne foi des alliés.

Dans les cercles stratégiques, cette situation est analysée avec une lucidité froide. Le Danemark détient un territoire clé, mais n'en maîtrise pas les paramètres fondamentaux. Il dépend de la protection américaine pour la défense, des équilibres économiques mondiaux pour la viabilité future du Groenland, et du consentement des populations locales pour la légitimité politique. Cette triple dépendance limite sa capacité à imposer une ligne claire face aux pressions extérieures.

Du côté groenlandais, cette ambiguïté nourrit des positions contrastées. Certains voient dans le Danemark un rempart contre des puissances plus prédatrices. D'autres considèrent que la relation actuelle empêche toute émancipation réelle et retarde une clarification nécessaire. Le débat sur l'exploitation des ressources, notamment l'uranium et les terres rares, cristallise ces divergences. Accepter l'extraction, c'est potentiellement réduire la dépendance financière. La refuser, c'est préserver l'environnement et éviter une nouvelle forme de domination économique. Dans les deux cas, le Danemark reste un acteur central, souvent malgré lui.

Ce chapitre ne vise pas à juger la politique danoise, mais à en souligner les limites structurelles. La souveraineté sur le Groenland n'a jamais été pensée pour affronter une compétition géopolitique de haute intensité. Elle repose sur un

équilibre hérité d'un autre siècle, dans lequel l'Arctique était perçu comme une périphérie gelée, et non comme un espace stratégique majeur. La recomposition actuelle met cet héritage sous tension.

À mesure que les enjeux s'intensifient, la question n'est plus seulement celle de l'autonomie groenlandaise, mais celle de la capacité du Danemark à redéfinir sa propre posture stratégique. Peut-il rester un gestionnaire discret d'un territoire devenu central ? Peut-il continuer à s'appuyer sur des alliances sans en subir les contraintes ? Ou devra-t-il accepter que la souveraineté arctique, telle qu'il l'a conçue, appartient désormais au passé ?

La suite de ce livre montrera comment cette ambiguïté ouvre un espace d'intervention aux puissances extérieures. Le Groenland n'est pas devenu stratégique malgré le Danemark, mais en partie à cause de cette souveraineté inachevée. C'est dans cet interstice, entre droit formel et puissance réelle, que s'inscrivent les dynamiques militaires et géopolitiques du XX^e siècle finissant — et que se prépare le basculement du suivant.

Chapitre 3 : Quand la guerre froide s'installe sur la banquise

Le Groenland entre véritablement dans l'histoire stratégique mondiale non pas par une décision danoise, mais par un choc externe : la Seconde Guerre mondiale. En 1940, l'occupation du Danemark par l'Allemagne nazie crée un vide de souveraineté inédit. Le Groenland, éloigné, isolé, mal défendu, devient soudain un espace vulnérable au cœur de l'Atlantique Nord. Les États-Unis, encore officiellement neutres, saisissent rapidement l'enjeu. Ils ne cherchent pas à annexer le territoire, mais à en garantir l'usage stratégique. Cette distinction, essentielle à l'époque, n'effacera jamais complètement l'asymétrie de puissance qui s'installe alors.

Dès 1941, Washington obtient l'autorisation d'établir des bases militaires au Groenland. Officiellement, il s'agit de protéger les routes maritimes et aériennes contre une avancée allemande. En réalité, une dynamique plus durable est enclenchée : le Groenland devient un maillon essentiel de la sécurité nord-américaine. Cette logique ne disparaîtra pas avec la fin du conflit. Elle se transformera, s'approfondira, et finira par structurer durablement la présence américaine dans l'Arctique.

La Guerre froide donne à cette présence une dimension nouvelle. Face à l'Union soviétique, le Groenland acquiert une valeur stratégique presque abstraite, mais cruciale. Il n'est plus seulement un point de passage ; il devient un capteur. La base de Thulé, construite au début des années 1950, s'inscrit dans le dispositif de surveillance et d'alerte avancée des États-Unis. Radar, détection de missiles balistiques, contrôle de l'espace aérien : la glace groenlandaise devient un écran de projection de la peur nucléaire.

Pour les stratèges américains, le Groenland est une évidence géographique. La trajectoire la plus courte entre les silos soviétiques et le continent nord-américain passe par l'Arctique. Cette réalité, purement mathématique, impose le territoire dans tous les scénarios de défense. Peu importe sa population, son statut juridique ou sa relation avec le Danemark : dans l'imaginaire stratégique de Washington, le Groenland est avant tout une plateforme.

Cette vision fonctionnaliste produit des effets politiques durables. La base de Thulé est installée sans véritable consultation des populations locales. Des villages sont déplacés, des territoires traditionnels réquisitionnés. Ces décisions, prises au nom de la sécurité globale, laissent une empreinte profonde dans la mémoire groenlandaise. Elles rappellent que la guerre froide, souvent décrite comme un affrontement idéologique lointain, a aussi eu des conséquences très concrètes sur des sociétés périphériques, rarement consultées, souvent sacrifiées à l'équilibre des grandes puissances.

L'accident nucléaire de 1968, lorsqu'un bombardier américain s'écrase près de Thulé avec des armes nucléaires à bord, agit comme un révélateur brutal. Il met en lumière les risques assumés par le Groenland au nom d'une stratégie qui le dépasse. Il expose aussi les limites de la transparence alliée. Le Danemark, officiellement engagé dans une politique de non-nucléarisation, découvre que son territoire autonome a servi de support à une dissuasion nucléaire qu'il n'a jamais pleinement maîtrisée. Là encore, la dissociation entre souveraineté juridique et réalité stratégique apparaît au grand jour.

Malgré ces tensions, la présence américaine ne se réduit pas après la fin de la Guerre froide. Elle change de justification, mais pas de nature. La disparition de l'Union soviétique ne transforme pas le Groenland en territoire marginal. Au contraire, il reste intégré aux dispositifs de défense antimissile, puis aux systèmes de surveillance spatiale. La base de Thulé évolue technologiquement, s'adapte aux nouvelles menaces, et conserve une valeur stratégique disproportionnée par rapport à sa taille ou à sa population environnante.

Cette continuité est souvent mal comprise en Europe. La fin de la bipolarité est interprétée comme une démilitarisation progressive du monde. Dans l'Arctique, il s'agit plutôt d'une reconfiguration. Les infrastructures restent, les doctrines évoluent, mais la logique fondamentale demeure : contrôler le nord, c'est sécuriser le cœur. Les États-Unis n'ont jamais envisagé le Groenland comme une option stratégique parmi d'autres. Il est un élément structurel de leur architecture de sécurité.

Du côté soviétique, puis russe, cette réalité est parfaitement intégrée. Moscou n'a jamais cessé de considérer l'Arctique comme une profondeur stratégique essentielle. La présence américaine au Groenland est analysée comme un facteur de déséquilibre potentiel, justifiant une militarisation accrue du flanc arctique russe. La guerre froide sur la banquise n'a jamais été totalement gelée ; elle a simplement changé d'intensité et de visibilité.

Pour le Groenland, cette situation produit un paradoxe durable. Le territoire bénéficie indirectement de la protection américaine, mais au prix d'une instrumentalisation constante. Il n'est ni

pleinement acteur, ni totalement passif. Sa position stratégique lui confère une importance mondiale, mais limite sa capacité à définir seul son avenir. Cette contradiction alimente un sentiment ambivalent : fierté d'occuper une place centrale, mais frustration de n'en contrôler ni les termes ni les conséquences.

Ce chapitre est essentiel pour comprendre la suite. L'épisode Trump, puis l'affirmation stratégique de 2026, ne surgissent pas dans un vide historique. Ils s'inscrivent dans une continuité militaire et géopolitique vieille de plusieurs décennies. Lorsque Trump parle du Groenland comme d'un actif stratégique, il reprend, sans le formuler dans le langage diplomatique traditionnel, une réalité que le Pentagone n'a jamais cessé d'intégrer dans ses plans.

La guerre froide a appris aux grandes puissances une leçon simple : les territoires périphériques sont souvent les plus décisifs. Ils sont moins visibles, moins défendus politiquement, mais essentiels dans les équilibres globaux. Le Groenland est l'illustration parfaite de cette logique. Il a été intégré à la stratégie mondiale avant même que ses habitants n'aient les moyens institutionnels de s'y opposer ou d'y consentir pleinement.

À mesure que le monde entre dans une nouvelle phase de rivalités, cette histoire refait surface. Les infrastructures héritées de la guerre froide ne sont pas des vestiges. Elles constituent une base sur laquelle s'appuient les stratégies contemporaines. Le renforcement militaire observé après 2020, puis assumé après 2026, n'est pas une rupture, mais une réactivation.

Ce détour par la guerre froide permet de comprendre une vérité centrale : le Groenland n'a jamais été neutre. Il a été neutralisé politiquement, rendu discret, maintenu hors du débat public international, mais il a toujours été intégré aux calculs de puissance. La fonte de la glace et le retour de la compétition mondiale ne font que lever le voile sur une réalité ancienne.

La suite de cet ouvrage montrera comment ce socle militaire hérité se combine désormais avec un facteur nouveau, déstabilisant et irréversible : le changement climatique. Là où la guerre froide imposait des lignes de confrontation figées, la fonte de la banquise ouvre des espaces mouvants, instables, difficiles à contrôler. Le Groenland quitte alors définitivement le statut d'avant-poste figé pour devenir un espace de projection dynamique, où la stratégie se conjugue désormais au futur.

Chapitre 4 : La glace qui fond, les cartes qui changent

Pendant des siècles, la glace a été la meilleure alliée du Groenland. Elle a protégé le territoire des convoitises, rendu les accès difficiles, découragé les ambitions économiques et limité les projections militaires à quelques installations coûteuses. Ce que la géographie interdisait, la politique n'avait pas besoin de le négocier. Cette époque est révolue. La fonte accélérée de la calotte glaciaire n'est pas seulement un phénomène environnemental ; elle constitue l'un des bouleversements géostratégiques majeurs du XXI^e siècle. Et le Groenland en est l'épicentre.

Le réchauffement de l'Arctique progresse à un rythme deux à trois fois supérieur à la moyenne mondiale. Cette réalité scientifique, désormais bien documentée, a des conséquences concrètes immédiates. Des zones jusque-là inaccessibles deviennent navigables plusieurs mois par an. Les côtes se redessinent, les glaces marines se fragmentent, et les routes autrefois théoriques entrent progressivement dans le champ du possible opérationnel. La géographie, longtemps figée, se remet en mouvement.

Pour les stratèges, cette évolution change tout. L'Arctique cesse d'être une barrière pour devenir un corridor. Les routes maritimes du Nord réduisent considérablement les distances entre l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord. Là où le canal de Suez ou le détroit de Malacca constituaient des passages obligés, de nouvelles voies émergent, plus courtes, moins congestionnées, mais aussi plus instables. Le Groenland se retrouve alors au centre de ces trajectoires réévaluées, non comme simple point de passage, mais comme espace de contrôle potentiel.

Ce basculement ne se limite pas au commerce. Il affecte directement la sécurité. Des routes maritimes plus ouvertes impliquent une surveillance accrue, des capacités de sauvetage renforcées, mais aussi une présence militaire plus visible. Dans un espace où les infrastructures civiles sont rares, toute installation logistique prend rapidement une dimension stratégique. Ports, aéroports, stations de communication : chaque équipement devient un point d'appui possible dans un environnement où la marge d'erreur est réduite.

La fonte de la glace expose également le sous-sol. Des ressources longtemps considérées comme inaccessibles entrent dans le champ des projections économiques. Uranium, terres rares, hydrocarbures, métaux stratégiques : le Groenland concentre une partie significative des matières premières critiques nécessaires aux industries de pointe. Cette perspective transforme la relation entre climat et sécurité. Le changement climatique n'est plus seulement un risque à gérer ; il devient un multiplicateur de puissance pour ceux qui sauront en tirer parti.

Cette logique place le Groenland dans une position profondément inconfortable. Le territoire est à la fois victime directe du réchauffement — érosion des côtes, fragilisation des écosystèmes, menaces sur les modes de vie traditionnels — et bénéficiaire potentiel de ses effets économiques. Cette contradiction traverse le débat politique local. Exploiter les nouvelles opportunités, c'est financer l'autonomie, réduire la dépendance aux subventions danoises et investir dans l'avenir. Mais c'est aussi accélérer une transformation environnementale qui menace les fondements mêmes de la société groenlandaise.

Pour les grandes puissances, ce dilemme local est secondaire. La logique est ailleurs. La fonte de la glace impose une course à l'anticipation. Celui qui maîtrise aujourd'hui les points d'appui arctiques façonne les équilibres de demain. Les États-Unis l'ont compris très tôt. Le renforcement des capacités de surveillance, l'adaptation des doctrines militaires et l'investissement dans les technologies polaires s'inscrivent dans une stratégie de long terme. Le Groenland y occupe une place centrale, non négociable.

La Russie adopte une approche encore plus directe. La militarisation de son flanc arctique s'accélère à mesure que les routes maritimes du Nord deviennent plus fréquentées. Bases rénovées, flotte brise-glace renforcée, systèmes de défense aérienne modernisés : Moscou traite l'Arctique comme une extension naturelle de sa profondeur stratégique. Dans ce contexte, le Groenland est perçu comme un élément du dispositif occidental qu'il convient de surveiller, sinon de contenir.

La Chine, quant à elle, avance différemment. Puissance non arctique, elle refuse toute lecture strictement militaire du changement climatique dans la région. Elle parle de science, de commerce, de coopération. Mais cette rhétorique masque une réalité stratégique claire : l'accès. En investissant dans les infrastructures, la recherche et les projets miniers, Pékin cherche à s'inscrire durablement dans un espace qui redéfinit les routes du commerce mondial. Le Groenland devient alors un maillon potentiel de cette projection patiente.

Face à ces dynamiques, l'Europe apparaît hésitante. Engagée dans une rhétorique climatique ambitieuse, elle peine à traduire

cette posture en stratégie arctique cohérente. La protection de l'environnement entre en tension avec la sécurisation des intérêts économiques et la gestion des rivalités de puissance. Le Groenland, bien que juridiquement rattaché à un État membre, reste en marge des priorités opérationnelles européennes. Cette absence de doctrine claire laisse le champ libre à des acteurs plus affirmés.

La fonte de la glace agit ainsi comme un révélateur brutal. Elle expose les contradictions des discours, les asymétries de puissance et les limites du multilatéralisme dans un espace où la rapidité des transformations dépasse les capacités de régulation. Les cadres juridiques existants, pensés pour un Arctique figé, peinent à s'adapter à un environnement mouvant. Le droit international, fondé sur des frontières stables, se trouve confronté à une géographie instable.

Pour le Groenland, cette situation crée une urgence stratégique. Le territoire n'a pas choisi de devenir central. Il l'est devenu par la combinaison de facteurs qu'il ne contrôle pas. Le climat, en redessinant les cartes, impose des choix qui ne peuvent plus être différés. Accepter des partenariats, renforcer des alliances, refuser certaines exploitations : chaque décision locale a désormais une portée internationale.

C'est dans ce contexte que l'action affirmée de l'administration Trump à partir de 2026 prend tout son sens. Elle ne répond pas à une lubie idéologique, mais à une lecture froide de la dynamique climatique. Là où d'autres parlent d'adaptation ou de résilience, Washington parle de sécurisation et de contrôle. Le langage est différent, l'objectif est identique : ne pas subir un monde qui change trop vite.

Ce chapitre marque un point de bascule dans le récit. Jusqu'ici, le Groenland était un territoire stratégique par héritage historique et militaire. Avec la fonte de la glace, il devient un espace stratégique par transformation physique. Cette mutation est irréversible à l'échelle humaine. Les cartes continueront de changer, que les acteurs politiques le veuillent ou non.

La suite de cet ouvrage explorera les conséquences concrètes de cette nouvelle donne : l'économie des ressources, la ruée vers les minerais critiques et les tensions qu'elle génère. Car lorsque la glace se retire, ce ne sont pas seulement les routes qui apparaissent, mais aussi les convoitises.

Chapitre 5 : Sous la glace : minerais critiques, ressources énergétiques et ruée silencieuse

Lorsque la glace se retire, elle ne révèle pas seulement de nouvelles routes maritimes. Elle met à nu un sous-sol longtemps fantasmé, parfois exagéré, mais indéniablement stratégique. Depuis une quinzaine d'années, le Groenland est au cœur d'une ruée discrète vers les ressources critiques, menée moins par des aventuriers que par des États, des consortiums miniers et des agences de sécurité nationale. Ici, l'économie n'est jamais dissociée de la géopolitique.

Le potentiel minier du Groenland est réel, mais il est souvent mal compris. Le territoire recèle des terres rares, de l'uranium, du zinc, du fer, du cuivre, ainsi que des hydrocarbures offshore. Pris isolément, aucun de ces éléments ne transforme le Groenland en nouvel eldorado immédiat. Pris ensemble, et replacés dans le contexte mondial de pénurie relative et de transition technologique, ils confèrent au territoire une valeur stratégique disproportionnée par rapport à son poids économique actuel.

Les terres rares constituent le cœur de cette nouvelle centralité. Indispensables aux technologies de défense, aux batteries, aux éoliennes, aux semi-conducteurs et à l'intelligence artificielle, elles sont aujourd'hui dominées par la Chine, qui contrôle l'essentiel de la chaîne de valeur mondiale. Pour les États-Unis comme pour l'Europe, cette dépendance est devenue un problème de sécurité nationale. Le Groenland apparaît alors comme l'un des rares espaces occidentaux susceptibles d'offrir une alternative crédible, à condition d'accepter les coûts économiques, environnementaux et politiques de l'extraction.

C'est précisément là que les fantasmes se heurtent au réel. Extraire au Groenland est cher. Les infrastructures sont limitées, le climat demeure extrême, les distances logistiques considérables. La rentabilité purement économique est fragile, souvent dépendante des subventions publiques ou d'un engagement stratégique à long terme. Autrement dit, ce qui rend l'exploitation possible n'est pas le marché, mais la décision politique. Et lorsque la politique entre en jeu, les équilibres locaux se tendent.

L'uranium illustre parfaitement cette tension. Longtemps interdit d'exploitation pour des raisons environnementales et symboliques, il est progressivement revenu dans le débat groenlandais comme levier potentiel d'autonomie financière. Pour certains responsables locaux, refuser l'uranium revient à maintenir une dépendance chronique au Danemark. Pour d'autres, l'accepter, c'est ouvrir la porte à une logique extractive lourde de conséquences sanitaires et géopolitiques. Derrière ce débat se profile une question plus vaste : jusqu'où un petit territoire peut-il instrumentaliser ses ressources sans perdre le contrôle de son destin ?

Les hydrocarbures offshore posent une équation similaire, mais encore plus controversée. Dans un monde engagé officiellement dans la transition énergétique, exploiter de nouveaux gisements pétroliers et gaziers apparaît comme une contradiction flagrante. Pourtant, les grandes puissances continuent d'intégrer ces ressources dans leurs scénarios de sécurité énergétique. Le Groenland se retrouve ainsi pris entre des injonctions climatiques globales et des réalités stratégiques persistantes. La cohérence morale n'est pas toujours compatible avec la logique de puissance.

Cette situation attire des acteurs extérieurs aux intentions diverses. La Chine, notamment, a multiplié les tentatives d'investissement dans des projets miniers et d'infrastructures au Groenland. Officiellement économiques, ces initiatives sont perçues par Washington comme des avancées stratégiques déguisées. L'idée qu'un acteur chinois puisse contrôler un port, une mine de terres rares ou une infrastructure critique à proximité d'une base américaine est jugée inacceptable. À partir de 2026, cette ligne rouge est clairement assumée par l'administration Trump, qui multiplie les pressions diplomatiques pour bloquer toute présence chinoise structurante.

L'Europe, de son côté, adopte une posture plus ambiguë. Elle reconnaît l'importance stratégique des ressources groenlandaises, mais hésite à s'engager pleinement. Les normes environnementales élevées, la fragmentation des politiques industrielles et l'absence d'une vision géostratégique commune limitent sa capacité d'action. Le résultat est paradoxal : l'Union européenne affiche un intérêt croissant pour les minerais critiques, tout en laissant aux États-Unis le soin de sécuriser concrètement l'accès aux zones stratégiques.

Pour le Groenland, cette ruée silencieuse produit un effet de ciseau. D'un côté, elle offre une opportunité historique de diversification économique et de renforcement de l'autonomie. De l'autre, elle expose le territoire à des pressions extérieures accrues, à des choix irréversibles et à un risque de capture stratégique. Chaque projet minier devient un acte politique. Chaque licence d'exploitation est scrutée non seulement pour ses retombées économiques, mais pour ses implications géopolitiques.

Cette politisation extrême de l'économie fragilise les institutions locales. Les autorités groenlandaises, encore jeunes et aux capacités administratives limitées, doivent arbitrer entre des intérêts globaux concurrents. Elles le font sous le regard attentif de Copenhague, de Washington et, en arrière-plan, de Pékin. L'asymétrie est évidente. Les marges de manœuvre existent, mais elles sont étroites, conditionnelles et constamment renégociées.

C'est dans ce contexte que la stratégie américaine post-2026 prend une dimension nouvelle. En s'impliquant directement dans le débat sur les ressources, en soutenant certains projets et en en bloquant d'autres, Washington ne se contente plus de sécuriser un espace militaire. Il cherche à façonner l'écosystème économique du Groenland. Cette approche, assumée, marque une évolution doctrinale : la sécurité ne se limite plus aux bases et aux radars, elle englobe les chaînes d'approvisionnement et les décisions locales.

Cette évolution pose une question fondamentale : jusqu'où peut-on aller pour sécuriser des ressources sans basculer dans une forme de néocolonialisme stratégique ? Le Groenland, en tant que territoire autonome mais fragile, se trouve au cœur de cette interrogation. L'exploitation de son sous-sol peut-elle être un instrument d'émancipation, ou deviendra-t-elle un vecteur de dépendance renouvelée ?

Ce chapitre ne prétend pas trancher cette question. Il vise à montrer que la ruée vers les ressources groenlandaises n'est ni un mythe ni une fatalité. Elle est le produit d'un monde en transition, où la rareté redevient un moteur central de la politique internationale. Dans ce monde, les territoires riches en matières critiques acquièrent une importance stratégique qui

dépasse largement leur capacité à en contrôler seuls les conséquences.

La suite de cet ouvrage s'attachera à un acteur qui a cristallisé ces tensions par sa manière de les formuler : Donald Trump. Non pas pour en faire le centre du récit, mais pour comprendre comment son approche transactionnelle du territoire a accéléré des dynamiques déjà à l'œuvre. Car derrière la ruée silencieuse vers les ressources se profile une question plus dérangeante encore : celle du retour assumé du territoire comme objet de négociation politique.

Chapitre 6 : Donald Trump et le retour décomplexé du territoire comme objet de pouvoir

Lorsque Donald Trump revient à la Maison-Blanche en janvier 2026, le débat sur le Groenland n'est plus un sujet marginal. Il est déjà installé dans les cercles stratégiques, documenté par les agences de renseignement, intégré aux scénarios militaires et économiques. Ce qui change, ce n'est pas l'existence de l'enjeu, mais la manière de le traiter. Là où ses prédécesseurs parlaient de coopération, de partenariats et de cadres multilatéraux, Trump assume une lecture frontale : un territoire stratégique doit être sécurisé, contrôlé ou neutralisé. Le reste relève, à ses yeux, de la rhétorique.

Cette approche n'est pas une improvisation. Elle s'inscrit dans une vision profondément transactionnelle du monde, héritée à la fois de l'histoire américaine et de la trajectoire personnelle de Trump. Les États-Unis se sont construits par l'acquisition territoriale : la Louisiane achetée à la France, l'Alaska à la Russie, sans oublier une longue série d'annexions déguisées en traités. Pour Trump, cette mémoire n'est ni honteuse ni obsolète. Elle est un précédent. Le fait que le XXI^e siècle s'en offusque lui importe peu ; ce qui compte, c'est l'efficacité.

En 2019, Trump avait testé les limites du dicible. En 2026, il teste celles du possible. Son administration ne parle plus d'acheter le Groenland, mais elle agit comme si la question du contrôle était ouverte. Renforcement massif des capacités militaires à Pituffik, accords bilatéraux directs avec les autorités groenlandaises contournant partiellement Copenhague, pressions explicites pour exclure toute présence chinoise structurante : la stratégie devient cohérente, lisible, assumée.

Ce basculement repose sur une conviction simple : le multilatéralisme ralentit la prise de décision dans un monde accéléré. Trump considère que les cadres juridiques existants sont incapables de répondre à la vitesse des transformations climatiques et technologiques. Là où d'autres voient une complexité à gérer, il voit un rapport de force à trancher. Cette vision choque, mais elle séduit aussi une partie de l'appareil stratégique américain, lassée des ambiguïtés européennes et des compromis sans fin.

Le Groenland devient alors un terrain d'application de cette doctrine. Non pas comme une fin en soi, mais comme un cas d'école. En verrouillant l'espace arctique occidental, Washington cherche à prévenir plusieurs risques simultanés : l'installation durable de la Chine dans les infrastructures critiques, la marginalisation des États-Unis dans les nouvelles routes maritimes, et la remise en cause de leur supériorité technologique dans un environnement stratégique clé. Le Groenland, dans cette logique, n'est pas négociable.

Cette fermeté a un coût diplomatique. Le Danemark se retrouve publiquement fragilisé, sommé de choisir entre sa souveraineté formelle et sa dépendance sécuritaire. L'Union européenne, déjà divisée, peine à formuler une réponse commune. Trump exploite ces failles avec méthode. Il ne cherche pas l'affrontement frontal avec ses alliés, mais leur mise sous tension. En poussant chacun à clarifier sa position, il réduit les zones grises qui, à ses yeux, profitent toujours aux adversaires.

Du point de vue groenlandais, cette stratégie est à la fois une opportunité et une menace. Opportunité, parce qu'elle reconnaît implicitement le territoire comme acteur politique, en

dialoguant directement avec Nuuk. Menace, parce qu'elle inscrit ce dialogue dans un rapport de force asymétrique, où les marges de négociation sont étroites. Trump ne propose pas une émancipation ; il propose un alignement. Et dans sa logique, l'alignement est toujours conditionnel.

Les critiques de Trump dénoncent une vision archaïque de la souveraineté, incompatible avec les normes contemporaines. Mais cette critique passe à côté d'un point central : Trump ne cherche pas à réhabiliter un monde ancien, il anticipe un monde plus dur. Dans un système international où les ressources se raréfient, où le climat bouleverse les équilibres et où la compétition technologique s'intensifie, la maîtrise des territoires clés redevient un facteur décisif. Le Groenland en est un. L'ignorer, c'est accepter de subir.

Ce chapitre ne vise pas à justifier cette approche, mais à en mesurer la cohérence interne. Trump ne pense pas en termes de symboles, mais de leviers. Le Groenland lui offre plusieurs avantages simultanés : sécuriser le flanc nord, contenir la Chine, tester la résilience des alliances et envoyer un message clair sur la hiérarchie des priorités américaines. Dans ce cadre, les réactions morales importent moins que les résultats tangibles.

Cette lecture explique pourquoi l'action américaine post-2026 surprend moins à Washington qu'à Bruxelles. Elle s'inscrit dans une continuité stratégique, débarrassée des précautions de langage. Là où d'autres administrations masquaient leurs intentions derrière des concepts consensuels, Trump les expose sans fard. Cette transparence brutale est dérangeante, mais elle a une vertu : elle oblige chaque acteur à se positionner.

Le Groenland, pris dans cette dynamique, devient un révélateur du monde qui vient. Un monde où les territoires ne sont plus sanctuarisés par le droit, mais protégés — ou non — par la capacité à peser dans les rapports de force. Un monde où la souveraineté se mesure moins à la reconnaissance juridique qu'à la maîtrise des dépendances critiques.

La suite de cet ouvrage élargira la focale. Car le Groenland n'est pas un cas isolé. Il s'inscrit dans une recomposition globale où plusieurs puissances avancent simultanément, selon des logiques différentes mais convergentes. Pour comprendre ce qui se joue réellement, il faut désormais regarder au-delà du duo Washington–Copenhague et intégrer les stratégies concurrentes qui transforment l'Arctique en théâtre central de la rivalité mondiale.

Chapitre 7 : Onde de choc : Danemark fragilisé, Europe marginalisée, Groenland sous pression

L'action affirmée de Washington à partir de 2026 ne se déploie pas dans un vide politique. Elle produit une onde de choc immédiate, révélatrice des fragilités européennes et des tensions internes au Royaume du Danemark. Là où l'épisode de 2019 avait suscité l'indignation, celui de 2026 impose une prise de position. Le registre change : on ne peut plus se contenter de condamner des paroles, il faut désormais répondre à des actes.

Pour le Danemark, le choc est d'abord existentiel. Copenhague découvre brutalement que sa souveraineté sur le Groenland, longtemps gérée dans la discrétion, est devenue un sujet de politique de puissance. La relation avec les États-Unis, historiquement fondée sur la confiance et l'alliance, se transforme en rapport asymétrique assumé. Washington ne remet pas en cause formellement la souveraineté danoise, mais il la contourne, la teste, l'étire jusqu'à ses limites opérationnelles.

Cette situation place le gouvernement danois dans une posture inconfortable. S'opposer frontalement aux États-Unis serait politiquement coûteux et stratégiquement risqué. S'aligner sans conditions fragiliserait encore davantage la légitimité danoise auprès des Groenlandais, déjà sensibles à toute forme de décision imposée de l'extérieur. Le Danemark se retrouve ainsi prisonnier d'une souveraineté théorique, contrainte par ses alliances et par ses propres limites de puissance.

La réaction européenne, quant à elle, révèle une marginalisation plus profonde. L'Union européenne exprime

des inquiétudes, rappelle son attachement au droit international et à la protection de l'environnement arctique, mais peine à traduire ces principes en leviers concrets. L'Arctique n'est pas un angle mort par ignorance ; il l'est par incapacité structurelle. Absence de moyens militaires projetables, fragmentation des politiques industrielles, divergences entre États membres : l'Europe observe plus qu'elle n'agit.

Cette marginalité est d'autant plus frappante que le Groenland est juridiquement lié à un État membre de l'Union. Pourtant, dans les faits, Bruxelles reste en périphérie des décisions stratégiques. Les discussions se tiennent à Washington, à Nuuk, parfois à Moscou ou à Pékin, rarement au niveau européen. Cette situation met en lumière une contradiction fondamentale : l'Union se veut acteur normatif global, mais demeure dépendante d'alliances pour la gestion des espaces de puissance.

Pour le Groenland, cette recomposition externe produit une pression politique intense. Les autorités locales voient leur marge de manœuvre se réduire à mesure que l'intérêt international s'intensifie. Chaque déclaration, chaque accord, chaque refus est interprété à l'aune des rivalités globales. Le Groenland n'est plus seulement observé ; il est scruté. Cette hypervisibilité transforme la politique locale en exercice d'équilibriste permanent.

La tentation est grande, dans ce contexte, de jouer les puissances les unes contre les autres. Certains responsables groenlandais y voient une opportunité historique : utiliser l'intérêt américain pour renforcer la position face au Danemark, tout en maintenant une distance prudente avec la Chine. D'autres craignent que cette stratégie n'accélère une perte de

contrôle progressive, où chaque concession ouvre la voie à une dépendance nouvelle, plus subtile mais tout aussi contraignante.

L'opinion publique groenlandaise reflète ces tensions. Loin d'un consensus uniforme, elle est traversée par des lignes de fracture générationnelles et territoriales. Les zones urbaines, plus connectées, perçoivent parfois l'engagement américain comme une chance de développement et de reconnaissance. Les communautés plus isolées, directement exposées aux transformations environnementales et aux héritages de la militarisation, expriment une méfiance plus marquée. Cette diversité de perceptions complique toute réponse politique unifiée.

Du côté danois, ces débats internes sont suivis avec inquiétude. Plus Washington s'adresse directement à Nuuk, plus le lien institutionnel entre le Groenland et Copenhague se fragilise symboliquement. Sans rupture formelle, un glissement s'opère : le Groenland devient un interlocuteur stratégique à part entière pour les États-Unis, reléguant le Danemark au rôle d'intermédiaire juridique. Cette évolution alimente, au sein même du royaume, un malaise identitaire et politique profond.

L'Europe, enfin, se retrouve face à ses propres contradictions. Engagée dans la lutte contre le changement climatique, elle observe un territoire arctique devenir central précisément à cause de ce changement. Elle défend la coopération multilatérale, tout en constatant que les décisions structurantes sont prises de manière bilatérale ou unilatérale. Cette dissonance fragilise sa crédibilité stratégique, non seulement dans l'Arctique, mais au-delà.

Ce chapitre met en lumière une réalité souvent occultée : la géopolitique ne se joue pas seulement entre grandes puissances, mais aussi dans les interstices qu'elles exploitent. Le Groenland devient l'un de ces interstices, où les asymétries de pouvoir se révèlent sans fard. Le Danemark découvre les limites de sa souveraineté discrète. L'Europe mesure le coût de son absence stratégique. Et le Groenland, pris au centre, doit naviguer entre reconnaissance accrue et vulnérabilité renforcée.

Cette onde de choc n'est pas un épisode transitoire. Elle marque une reconfiguration durable des rapports de force dans l'Arctique occidental. Les alliances se redéfinissent, les rôles se clarifient, les ambiguïtés se réduisent. Dans ce contexte, comprendre les stratégies des autres grandes puissances devient indispensable. Car si Washington agit avec brutalité assumée, il n'est ni seul ni isolé dans sa lecture du Groenland.

Le chapitre suivant élargira donc la focale. Il analysera comment la Russie et la Chine, chacune à leur manière, investissent l'espace arctique et intègrent le Groenland dans des stratégies globales de long terme. Car la véritable question n'est pas de savoir si le Groenland est stratégique, mais comment il est devenu l'un des points de convergence majeurs de la rivalité mondiale.

Chapitre 8 : États-Unis, Chine, Russie : le Groenland dans la nouvelle rivalité globale

À mesure que l'Arctique s'impose comme un espace stratégique central, le Groenland cesse d'être un enjeu bilatéral pour devenir un point de convergence des grandes rivalités mondiales. États-Unis, Chine et Russie y projettent des logiques différentes, mais convergentes dans un point essentiel : aucun ne peut se permettre d'y être absent. Le territoire devient alors un révélateur de la transformation du système international, passé d'une coopération de façade à une compétition structurée.

Pour les États-Unis, le Groenland relève d'une logique de sécurisation immédiate. La priorité est claire : empêcher toute remise en cause de la supériorité stratégique américaine dans l'Arctique occidental. La base de Pituffik n'est pas seulement un héritage de la guerre froide ; elle est intégrée aux dispositifs contemporains de défense antimissile, de surveillance spatiale et de commandement avancé. À partir de 2026, Washington ne se contente plus de maintenir ces capacités. Il les renforce, les modernise et les inscrit dans une vision élargie de la sécurité nationale.

Cette vision dépasse largement la dimension militaire. Pour l'administration Trump, contrôler l'environnement stratégique signifie aussi maîtriser les chaînes d'approvisionnement, les flux d'investissements et les infrastructures critiques. Le Groenland est abordé comme un espace à sécuriser de bout en bout : présence militaire, partenariats économiques sélectionnés, exclusion active des acteurs jugés hostiles. Cette approche intégrée traduit une évolution doctrinale profonde : la

sécurité est désormais indissociable de l'économie et de la technologie.

La Chine aborde le Groenland avec une logique radicalement différente, mais tout aussi stratégique. Pékin ne revendique aucune présence militaire directe dans l'Arctique. Elle se présente comme une "puissance proche de l'Arctique", insistant sur les dimensions scientifiques, commerciales et environnementales de son engagement. Cette rhétorique est soigneusement calibrée. Elle vise à normaliser une présence progressive, sans provoquer de réaction immédiate.

Dans les faits, la stratégie chinoise repose sur l'accès. Accès aux ressources, aux infrastructures, aux partenariats locaux. Ports, aéroports, projets miniers, recherche scientifique : chaque initiative est présentée comme économique ou académique, mais s'inscrit dans une vision de long terme. Le Groenland offre à la Chine un double avantage potentiel : diversifier ses sources de matières premières critiques et s'insérer dans les futures routes maritimes polaires.

Cette approche patiente inquiète profondément Washington. L'expérience des investissements chinois en Afrique, en Asie centrale ou dans certaines régions européennes a laissé des traces dans les cercles stratégiques américains. Le risque perçu n'est pas une confrontation immédiate, mais une accumulation silencieuse de dépendances. À partir de 2026, cette crainte se traduit par une ligne rouge explicite : aucune infrastructure critique groenlandaise ne doit passer sous contrôle chinois.

La Russie, enfin, adopte une posture plus classique, presque prévisible. Puissance arctique par nature, elle considère

l'Arctique comme une extension directe de sa profondeur stratégique. La militarisation de ses côtes nord s'inscrit dans une continuité historique. Bases aériennes modernisées, systèmes de défense déployés, flotte de brise-glace renforcée : Moscou agit sans ambiguïté. Pour elle, l'Arctique est un espace souverain à protéger, non un laboratoire de gouvernance globale.

Dans cette configuration, le Groenland est perçu par la Russie comme un avant-poste occidental avancé. La présence américaine y est analysée comme un facteur de déséquilibre stratégique, justifiant un renforcement symétrique sur le flanc russe. La rivalité ne se manifeste pas par des affrontements directs, mais par une logique d'ajustement permanent, où chaque mouvement est surveillé, interprété et intégré aux calculs de dissuasion.

Ce triangle stratégique produit une dynamique instable. Les États-Unis cherchent à verrouiller, la Chine à s'insérer, la Russie à contenir. Le Groenland, situé au point de contact de ces stratégies, subit une pression constante. Chaque projet économique est évalué à l'aune de ses implications militaires. Chaque coopération scientifique est scrutée pour ses retombées potentielles. La frontière entre civil et stratégique devient de plus en plus floue.

Pour les autorités groenlandaises, cette situation est particulièrement délicate. Refuser la Chine, c'est renoncer à des investissements potentiellement structurants. S'aligner trop étroitement sur les États-Unis, c'est renforcer une dépendance sécuritaire déjà lourde. Quant à la Russie, elle demeure un acteur lointain mais omniprésent dans les calculs, dont les actions influencent indirectement les choix occidentaux. Le

Groenland se retrouve ainsi dans une position où chaque décision est perçue comme un signal géopolitique.

Cette rivalité globale révèle une transformation plus profonde du système international. L'Arctique, longtemps présenté comme un espace de coopération exceptionnelle, s'aligne progressivement sur les logiques classiques de puissance. Les discours sur la gouvernance partagée cèdent la place à des stratégies nationales affirmées. Le Groenland, par sa position et ses ressources, cristallise cette transition.

Ce chapitre montre que le Groenland n'est pas simplement "courtisé". Il est intégré dans des stratégies concurrentes qui le dépassent. La question n'est plus de savoir si le territoire sera impliqué dans la rivalité globale, mais comment. Subira-t-il cette pression ou parviendra-t-il à en tirer une marge d'autonomie réelle ? Cette interrogation prépare le terrain du chapitre suivant, consacré à un débat central et inévitable : celui de l'indépendance groenlandaise, entre aspiration légitime et piège stratégique.

La rivalité mondiale donne au Groenland une visibilité inédite. Elle lui impose aussi une responsabilité nouvelle. Dans un monde où les zones périphériques deviennent centrales, le territoire arctique n'est plus une marge silencieuse. Il est désormais un point d'équilibre fragile, où se joue une part significative de l'ordre international à venir.

Chapitre 9 : Indépendance groenlandaise : émancipation politique ou piège stratégique ?

À mesure que le Groenland gagne en visibilité internationale, la question de son indépendance cesse d'être un horizon abstrait pour devenir une option concrète, débattue, parfois instrumentalisée. Longtemps cantonnée au registre symbolique, l'idée d'un État groenlandais souverain s'impose désormais comme une variable stratégique à part entière. Mais derrière l'aspiration légitime à l'autodétermination se cache une équation redoutablement complexe, où chaque gain potentiel s'accompagne d'une vulnérabilité nouvelle.

Sur le plan juridique, le chemin est balisé. L'Acte d'autonomie renforcée de 2009 reconnaît explicitement le droit du peuple groenlandais à l'autodétermination. Il prévoit les mécanismes institutionnels permettant une indépendance négociée, fondée sur un référendum et un transfert progressif de compétences. À ce niveau, le Groenland dispose d'un cadre que beaucoup d'autres territoires n'ont jamais obtenu. La question n'est donc pas celle du droit, mais celle de la viabilité.

La viabilité économique constitue le premier obstacle. Aujourd'hui, le budget groenlandais repose largement sur les transferts financiers danois, qui assurent la stabilité des services publics et amortissent les chocs économiques. Une indépendance formelle impliquerait soit le maintien de ces transferts sous une autre forme, soit leur remplacement par des recettes propres suffisantes. Or, en l'état actuel, seules l'exploitation des ressources naturelles ou une aide extérieure massive pourraient combler ce manque.

C'est ici que le risque stratégique apparaît. Une indépendance financée par l'extraction minière ou énergétique exposerait le Groenland à une dépendance accrue vis-à-vis d'acteurs extérieurs, publics ou privés. Une indépendance soutenue par des partenariats sécuritaires renforcerait l'alignement sur une puissance dominante, en premier lieu les États-Unis. Dans les deux cas, la souveraineté juridique pourrait masquer une autonomie réelle limitée, voire illusoire.

Le débat interne groenlandais reflète cette ambivalence. Pour une partie de la population, l'indépendance est un impératif moral et identitaire. Elle représente la fin d'un cycle historique de tutelle et la reconnaissance pleine d'un peuple longtemps marginalisé. Pour d'autres, elle apparaît comme un saut dans l'inconnu, risqué dans un environnement international devenu plus dur, plus concurrentiel et moins tolérant envers les États fragiles.

Cette fracture n'est ni idéologique ni générationnelle de manière simpliste. Elle traverse les partis, les territoires et les milieux sociaux. Les zones urbaines, plus intégrées à l'économie globale, tendent à percevoir l'indépendance comme une opportunité conditionnelle. Les communautés plus isolées, directement exposées aux transformations environnementales, redoutent une perte de protection sociale et une accélération des dynamiques extractives. L'unité politique, indispensable à une transition souveraine, reste difficile à consolider.

Les grandes puissances observent ce débat avec un intérêt évident. Une indépendance groenlandaise ouvrirait un champ de manœuvre inédit. Elle permettrait de redéfinir les relations bilatérales sans l'intermédiation danoise, de négocier des accords sécuritaires ou économiques plus directs, et de

repositionner le territoire dans l'ordre international. Pour Washington, un Groenland indépendant mais aligné serait plus simple à intégrer dans une architecture stratégique claire. Pour Pékin, il pourrait devenir un partenaire économique plus accessible. Pour Moscou, un facteur d'incertitude à surveiller de près.

Le Danemark, dans ce contexte, adopte une posture prudente, presque attentiste. Officiellement favorable au droit à l'autodétermination, Copenhague reste conscient des risques qu'une indépendance précipitée ferait peser sur la stabilité régionale. Derrière le discours de respect démocratique se cache une inquiétude réelle : celle de voir le Groenland passer d'une dépendance assumée à une vulnérabilité exploitée.

Cette inquiétude n'est pas infondée. L'histoire récente offre de nombreux exemples d'États devenus souverains sans disposer des leviers nécessaires pour contrôler leur destin. Dans un monde où la compétition stratégique s'intensifie, les petits États riches en ressources deviennent des cibles privilégiées, souvent contraintes de monnayer leur autonomie contre une protection ou un soutien financier. Le Groenland, par sa position et ses richesses potentielles, correspond parfaitement à ce profil à risque.

Pourtant, réduire l'indépendance à un piège serait une simplification excessive. Elle peut aussi constituer un levier de négociation puissant. La perspective crédible d'une souveraineté future renforce la capacité du Groenland à imposer ses conditions, à diversifier ses partenariats et à exiger un respect accru de ses choix politiques. L'indépendance n'est pas seulement un état final ; elle est un processus, une

dynamique qui modifie les rapports de force bien avant son aboutissement formel.

Ce chapitre souligne donc une tension centrale : le Groenland est trop stratégique pour être ignoré, mais trop fragile pour être pleinement souverain sans précautions. Cette contradiction n'est pas insoluble, mais elle exige une lucidité rare. Toute trajectoire vers l'indépendance devra intégrer non seulement des considérations économiques et institutionnelles, mais aussi une lecture réaliste des rapports de puissance.

La question n'est pas de savoir si le Groenland a le droit d'être indépendant. Elle est de déterminer dans quelles conditions cette indépendance peut être autre chose qu'un changement de drapeau. Dans un monde où la souveraineté se mesure de plus en plus à la maîtrise des dépendances critiques, l'enjeu est moins l'acte fondateur que la capacité à durer.

La dernière partie de cet ouvrage élargira encore la perspective. Car au-delà du Groenland, c'est une transformation plus large qui se dessine : celle d'un ordre international où les territoires périphériques deviennent centraux, et où la brutalité du réel s'impose à nouveau dans le langage des États. Le chapitre suivant s'attachera à tirer les enseignements de cette séquence, en interrogeant ce que le cas groenlandais révèle du monde post-Trump et des lignes de force du XXI^e siècle.

Chapitre 10 : Après Trump : le Groenland comme avant-goût du monde qui vient

À première vue, le Groenland pourrait sembler n'être qu'un épisode singulier de la présidence Trump, une illustration spectaculaire d'un style politique brutal et décomplexé. Cette lecture est rassurante. Elle permet de refermer la parenthèse, de considérer que le problème disparaîtra avec l'homme. Elle est pourtant trompeuse. Car ce que révèle la séquence groenlandaise dépasse largement la figure de Donald Trump. Elle annonce une transformation plus profonde, plus durable, du fonctionnement même du système international.

Trump n'a pas inventé le retour du territoire comme enjeu central de la puissance. Il a simplement cessé de le dissimuler derrière le langage diplomatique traditionnel. Là où ses prédécesseurs parlaient de partenariats, de stabilité régionale ou de coopération climatique, il a parlé de contrôle, d'accès et de sécurisation. Cette rupture lexicale a choqué, mais elle correspond à une évolution structurelle : le monde est entré dans une phase où la géographie redevient un déterminant majeur de la politique.

Le Groenland incarne parfaitement ce basculement. Longtemps périphérique, il devient central non par choix politique, mais par transformation physique. La fonte de la glace, l'ouverture des routes arctiques et la valeur croissante des ressources critiques ont redonné au territoire une importance stratégique que ni le droit international ni les cadres multilatéraux n'avaient anticipée. Dans ce contexte, les règles héritées de l'après-guerre apparaissent de plus en plus décalées face à la rapidité des changements.

Ce décalage explique en grande partie la difficulté des Européens à formuler une réponse cohérente. L'Union européenne reste prisonnière d'un imaginaire normatif, fondé sur la régulation, la négociation et la primauté du droit. Or, dans l'Arctique comme ailleurs, la norme ne précède plus la puissance ; elle tente de la rattraper. Le Groenland met en lumière cette impuissance stratégique européenne, non par manque de valeurs, mais par déficit de leviers concrets.

Les États-Unis, sous Trump puis au-delà de sa personne, ont tiré une conclusion différente. Ils considèrent que la transition climatique, loin d'apaiser les relations internationales, agit comme un multiplicateur de rivalités. Les zones affectées par le réchauffement deviennent des espaces de compétition accrue. Dans cette logique, anticiper vaut mieux que subir. Le Groenland, parce qu'il se transforme plus vite que d'autres territoires, devient un terrain d'expérimentation de cette approche.

La Chine et la Russie, chacune à leur manière, partagent ce diagnostic. Pékin investit patiemment dans les espaces qui structurent les chaînes de valeur futures. Moscou sécurise ses marges et renforce sa profondeur stratégique. Aucun de ces acteurs ne croit réellement à une gouvernance arctique désincarnée, détachée des rapports de force. Tous intègrent le Groenland dans une lecture globale du monde à venir, où les zones autrefois marginales deviennent décisives.

Ce qui se joue au Groenland dépasse donc la question de sa souveraineté ou de ses ressources. Il s'agit d'un test grandeur nature de la capacité des États à gérer un monde instable, accéléré et contraint par le climat. Les décisions prises aujourd'hui dans l'Arctique préfigurent celles qui devront être

prises demain dans d'autres régions exposées : zones côtières, régions polaires, espaces riches en ressources critiques. Le Groenland est un laboratoire, non un cas isolé.

Dans ce laboratoire, une tension fondamentale apparaît clairement : celle entre le droit et la puissance. Le droit international repose sur des frontières fixes, des souverainetés stables et des équilibres négociés. Or, le changement climatique introduit une instabilité permanente. Les territoires se transforment, les routes émergent, les ressources deviennent accessibles ou disparaissent. Dans ce contexte mouvant, la tentation est grande pour les puissances de privilégier l'action unilatérale à la construction patiente de règles communes.

Le Groenland montre aussi les limites du discours moral en géopolitique. La protection de l'environnement, la défense des peuples autochtones et le respect de l'autodétermination sont des principes largement partagés dans les discours officiels. Mais lorsque ces principes entrent en collision avec des intérêts stratégiques majeurs, ils sont souvent relégués au second plan. Cette réalité n'est ni nouvelle ni propre à Trump. Elle est simplement devenue plus visible.

Pour le Groenland lui-même, l'avenir reste ouvert, mais contraint. Le territoire a gagné une visibilité et une reconnaissance inédites. Il dispose désormais d'un pouvoir de négociation réel, mais fragile. Sa capacité à transformer cette centralité stratégique en autonomie durable dépendra de choix difficiles, parfois impopulaires, et d'une lucidité rare sur les rapports de force. L'histoire récente montre que la souveraineté formelle ne protège pas toujours contre la dépendance réelle.

En ce sens, le Groenland est un miroir du XXI^e siècle. Il reflète un monde où la transition écologique coexiste avec une ruée vers les ressources, où le multilatéralisme survit mais s'effrite, où les petits territoires deviennent grands par la force des choses. Il révèle aussi une vérité dérangeante : le futur ne sera pas seulement celui des normes et des valeurs, mais aussi celui de la géographie retrouvée.

Trump, dans cette histoire, n'est ni une anomalie ni un simple accident. Il est un accélérateur. Il a donné un langage à des dynamiques que d'autres préféraient exprimer à voix basse. Son passage au pouvoir, puis son retour, ont servi de révélateur brutal. Mais la trajectoire qu'il a mise en lumière lui survivra. Le Groenland restera stratégique bien après lui.

Comprendre le Groenland aujourd'hui, c'est donc se préparer à comprendre d'autres crises à venir. Là où la glace fond, là où les ressources émergent, là où les frontières deviennent floues, la politique de puissance revient toujours. Non par nostalgie, mais par nécessité perçue. Le Groenland n'est pas une exception géopolitique. Il est un avertissement discret, posé au sommet du monde.

Dans un siècle qui se voulait post-territorial, il rappelle une évidence ancienne : la géographie finit toujours par reprendre ses droits.

Post-scriptum

Les options que Trump fait semblant d'oublier

La proposition d'un rachat du Groenland a choqué parce qu'elle a été formulée dans sa version la plus brute. Elle heurte le droit international, les sensibilités européennes et l'idée même de souveraineté contemporaine. Mais cette brutalité n'est peut-être pas une erreur de méthode. Elle relève d'un registre bien connu chez Donald Trump : celui de la surenchère initiale, destinée moins à être appliquée qu'à redéfinir le cadre de la négociation.

En réalité, les options dont disposent les États-Unis au Groenland sont nombreuses, connues, juridiquement défendables et stratégiquement efficaces. Les feindre absentes permet précisément de rendre acceptables, par contraste, des solutions qui auraient suscité une opposition forte si elles avaient été présentées d'emblée.

La première de ces options est l'élargissement des bases existantes. La base de Pituffik, héritière directe de Thulé, peut être modernisée, étendue, densifiée sans remettre formellement en cause la souveraineté danoise. Nouvelles capacités de surveillance spatiale, renforcement du dispositif antimissile, infrastructures logistiques accrues : tout cela est possible dans le cadre d'accords bilatéraux déjà existants. Du point de vue du droit, il s'agit d'une continuité. Du point de vue stratégique, c'est un saut qualitatif.

Une seconde option consiste en une forme de location partielle ou fonctionnelle du territoire. L'idée n'est pas nouvelle. Elle existe déjà, de facto, dans de nombreuses zones stratégiques du monde. Des espaces sont mis à disposition pour des

usages militaires ou technologiques spécifiques, pour une durée déterminée ou renouvelable, sans transfert de souveraineté. Dans le cas du Groenland, une telle approche permettrait aux États-Unis de sécuriser des zones clés — ports, aérodomes, sites de communication — tout en maintenant l'architecture juridique existante. Formellement, rien ne change. Matériellement, l'équilibre de pouvoir évolue.

Vient ensuite l'option d'un nouveau traité de défense trilatéral, associant les États-Unis, le Danemark et le Groenland de manière plus explicite. Une telle évolution reconnaîtrait le Groenland comme acteur stratégique à part entière, tout en renforçant l'engagement américain dans la sécurité arctique occidentale. Elle aurait l'avantage de clarifier les responsabilités, de réduire les zones grises et de verrouiller juridiquement l'exclusion des acteurs jugés hostiles, en particulier la Chine. Là encore, le droit international ne serait pas violé ; il serait réinterprété à la lumière des nouvelles réalités.

D'autres options existent encore : accords économiques exclusifs sur les ressources critiques, partenariats technologiques renforcés, intégration accrue du Groenland dans les chaînes de sécurité nord-américaines. Aucune de ces pistes n'exige un transfert de souveraineté formel. Toutes permettent pourtant d'atteindre l'objectif central de Washington : le contrôle stratégique de l'espace.

Dès lors, une question s'impose : pourquoi brandir l'hypothèse la plus choquante, la plus juridiquement explosive, alors même qu'elle est la moins nécessaire ?

La réponse tient probablement à la méthode Trump elle-même. En introduisant une option maximaliste, il déplace la fenêtre du négociable. Ce qui aurait été perçu comme une atteinte inacceptable à la souveraineté devient soudain un compromis raisonnable. L'élargissement des bases, la location fonctionnelle ou le renforcement des accords apparaissent alors comme des solutions modérées, presque consensuelles, par comparaison avec l'idée d'un rachat pur et simple.

Ce procédé n'est pas improvisé. Il est au cœur de la culture de négociation trumpienne : annoncer l'inacceptable pour obtenir l'acceptable renforcé. Dans ce cadre, le rachat du Groenland n'est pas une fin, mais un levier. Il choque le droit international pour mieux en tester les limites politiques. Il provoque une indignation morale qui masque l'essentiel : pendant que l'on débat de ce qui est impossible, ce qui est possible avance.

Il faut également lire ce choix comme un message adressé à plusieurs publics. Aux alliés européens, Trump rappelle que la souveraineté sans puissance est une construction fragile. Aux adversaires stratégiques, il signale que les États-Unis n'excluent aucune option pour sécuriser leurs intérêts vitaux. Aux Groenlandais eux-mêmes, il envoie un signal ambigu : reconnaissance de leur centralité, mais aussi avertissement sur l'asymétrie du rapport de force.

Le caractère choquant du rachat tient aussi à ce qu'il viole un tabou plus symbolique que juridique. Le droit international interdit l'acquisition forcée de territoires, mais il ne prohibe pas explicitement toute transaction territoriale consentie. Ce flou, rarement exploré depuis la Seconde Guerre mondiale, est précisément ce que Trump met en lumière. Non pour le

combler, mais pour rappeler que les normes reposent toujours, in fine, sur un équilibre de volontés et de puissances.

En ce sens, le rachat n'est pas seulement une provocation. C'est une expérience de stress test du système international. Jusqu'où les principes tiennent-ils lorsqu'ils entrent en collision avec des intérêts stratégiques majeurs ? À partir de quel point le consensus normatif cède-t-il sous la pression du réel ?

Ce post-scriptum n'invite ni à approuver ni à banaliser cette méthode. Il invite à la comprendre. Car l'erreur serait de croire que l'abandon de l'option la plus choquante équivaudrait à un renoncement stratégique. L'histoire récente montre l'inverse : ce sont souvent les propositions les plus excessives qui permettent de faire passer les transformations les plus durables.

Le Groenland, encore une fois, sert de révélateur. Derrière l'indignation provoquée par l'idée d'un rachat, se déploie une recomposition silencieuse des équilibres. Les bases s'étendent, les accords se densifient, les lignes rouges se déplacent. Le droit reste invoqué, mais la puissance agit.

Trump fait peut-être semblant d'oublier les autres options. En réalité, il les rend possibles.

**Livres PDF en version copyleft,
libre de droit de diffusion et littérature grise**



Pressplus.ma

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

ADNANE BENCHAKROUN

Adnane Benchakroun est ingénieur en informatique, diplômé de l'ESIEA Paris, grande école française spécialisée dans les technologies numériques. Reconnu pour son rôle pionnier dans la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat au Maroc, il est cofondateur de Startup Maroc et initiateur du Startup Africa Summit, deux initiatives majeures en faveur des jeunes entrepreneurs et de l'émergence d'un écosystème dynamique et inclusif.

Son parcours alterne engagement public et réflexion stratégique : directeur du cabinet du Ministre du Plan (1998-2000), il a ensuite dirigé pendant vingt ans le Centre National de Documentation, avant de rejoindre le Haut-Commissariat au Plan comme conseiller entre 2020 et 2022. Il siège aujourd'hui au Conseil national du Parti de l'Istiqlal et assume la vice-présidence de l'Alliance des Économistes Marocains, où il contribue activement à la pensée économique nationale.

Formateur engagé, il intervient régulièrement dans les médias et conférences pour éclairer les grands enjeux économiques du Royaume : fiscalité, consommation, protection du pouvoir d'achat, politiques publiques et innovation.

Désormais à la retraite, il se consacre au journalisme digital en pilotant L'ODJ Média, plateforme multicanale du groupe Arrissala (portails d'actualité, web radio, web TV, magazines), tout en explorant d'autres formes d'expression : poésie, peinture, écriture et musique.

À travers ce traité, il livre une réflexion personnelle, libre et engagée, dans un langage accessible, à l'attention des nouvelles générations en quête de sens.

ABOUT ME

